



 **UNOPS**

**AU SERVICE
DES PERSONNES
DÉMUNIES**

Photo de couverture : LIFT/Jacquetta Hayes

Date de publication : juillet 2015 © UNOPS



[/unops.org](https://www.facebook.com/unops.org)



[/company/unops](https://www.linkedin.com/company/unops)



[/unops](https://twitter.com/unops)

PARTIE 1
AU
SERVICE DES
PERSONNES
DÉMUNIES



PARTIE 2
AIDER LÀ OÙ
C'EST LE PLUS
NÉCESSAIRE



PARTIE 3
LES PRIORITÉS
DE L'UNOPS



TABLE DES MATIÈRES

Message du Secrétaire général	4
Message de la Directrice exécutive	5
L'organisation	7
Les principaux résultats pour 2014	8
L'UNOPS dans le monde	10

Afghanistan	15
République démocratique du Congo	19
Haïti	23
Irak	27
Amérique latine	31
Myanmar	35
Serbie	39
Soudan du Sud	43
Sri Lanka	47
Afrique de l'Ouest	51

Les partenaires de l'UNOPS	56
Les partenariats	57
Étude de cas : le Service de la lutte antimines	60
La réduction des risques et la résistance aux catastrophes	62
Le fonctionnement de l'UNOPS	65
Les principales données financières	72

**AU SERVICE DES
PERSONNES
DÉMUNIES**



Photo : ONU/Mark Garten

C'est avec plaisir que je félicite l'UNOPS pour son [20^e anniversaire](#). L'UNOPS joue un rôle inestimable en aidant les Nations Unies à relever certains des défis les plus importants de notre époque dans les domaines humanitaire, de la consolidation de la paix et du développement. L'UNOPS possède une expertise technique non négligeable en matière d'infrastructures, notamment dans la construction de routes, d'écoles, d'hôpitaux et d'aéroports, et fournit des services de gestion de projets efficaces. Les activités de l'UNOPS dans le domaine des achats de l'ONU sont également dignes de confiance, et son modèle d'autofinancement est la preuve de l'efficacité de ses services.

L'UNOPS est un important partenaire du relèvement à la suite de catastrophes, telles que le violent tremblement de terre qu'a subi Haïti ou le tsunami qui a détruit plusieurs régions de Sri Lanka. Au Soudan, l'UNOPS a aidé les Nations Unies et ses partenaires à mettre en œuvre des projets de grande envergure, notamment la réhabilitation d'un barrage afin d'assurer un accès à l'eau pour 70 000 personnes. Les efforts de l'UNOPS ont également largement contribué à l'autonomisation des femmes et au renforcement des capacités nationales.

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

LORS D'UNE RÉCEPTION MARQUANT
LE 20^e ANNIVERSAIRE DE L'UNOPS
NEW YORK, LE 27 JANVIER 2015

L'UNOPS, fidèle à son mandat, obtient des résultats. Cet état d'esprit sera particulièrement important lorsqu'il s'agira de mettre en œuvre le programme de développement pour l'après-2015 et les accords mondiaux à venir sur les changements climatiques. J'encourage vivement les États Membres à maintenir des ambitions élevées et à adopter des mesures audacieuses et novatrices afin d'orienter le monde vers un avenir plus paisible, plus viable et plus juste.

Les décisions qui seront prises cette année auront des effets considérables sur les activités de l'ONU. Elles susciteront également des attentes élevées de la part du public concernant l'efficacité des actions du système des Nations Unies. Je remercie l'UNOPS et les membres de son personnel dans le monde entier pour leur dévouement, leur énergie et leur esprit d'initiative ainsi que pour les efforts réalisés pour renforcer le soutien que nous apportons aux États Membres. Je me réjouis à la perspective de nombreuses autres années d'activités concrètes et économiques améliorant la qualité de vie des bénéficiaires. Une fois encore, mes félicitations pour cette étape franchie.



Photo : gouvernement de la Norvège/Torgeir Haugaard

La communauté internationale vit une année de changements historiques. En septembre, les dirigeants mondiaux établiront la feuille de route pour 2030 et fixeront les [Objectifs de développement durable](#), qui façonneront le programme de développement pour l'après-2015.

Cette année, nous sommes appelés à suivre la voie du changement, non seulement au moment de choisir les Objectifs de développement durable lors de l'Assemblée générale à New York, mais également en juillet lors de la troisième [Conférence internationale sur le financement du développement](#) à Addis-Abeba, puis en décembre lors de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques à Paris.

Si les thèmes abordés varient, ils envoient un message commun. Comme l'a fait remarquer le Secrétaire général dans l'appel à l'action lancé dans son rapport de synthèse intitulé « La dignité pour tous d'ici à 2030 »¹, la transformation est notre maître mot. Nous sommes appelés à suivre la voie du changement – celui de nos sociétés, celui des politiques économiques et celui des rapports que nous entretenons avec notre planète.

¹ http://www.un.org/fr/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/69/700&TYPE=&referer=http://www.un.org/fr/millenniumgoals/beyond2015_archives.shtml&Lang=F

MESSAGE DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE

Il y a soixante-dix ans, la [Charte des Nations Unies](#) était adoptée. Cette année, nous célébrons nos réussites collectives, résultats des engagements pris par les États Membres à l'égard de la communauté internationale en 1945, en faveur de la paix, de la sécurité et du respect des droits humains.

L'ONU est un acteur du changement, et l'organisation doit s'adapter à des donateurs et des sources de financement en constante transformation. De nouveaux partenariats visant à financer le programme de développement pour l'après-2015 permettront de remplir nos obligations en vertu de la Charte de l'ONU.

Cette année marque le 20^e anniversaire de l'UNOPS en tant qu'entité indépendante au sein du système des Nations Unies. Les partenariats ont toujours constitué le fondement des activités de l'UNOPS. En 2014, l'UNOPS a soutenu plus de 1200 projets dans plus de 80 pays pour le compte de ses partenaires.

En tant qu'organisation autofinancée, l'UNOPS s'appuie sur son expérience et sa collaboration avec de nombreux acteurs du développement, notamment des agences de l'ONU, des gouvernements

nationaux, des fondations internationales et des organismes du secteur privé, afin de relever, d'ici à 2030, les nouveaux défis du développement.

L'année 2014 a été marquée par des défis humanitaires sans précédent, en particulier l'[épidémie du virus Ebola](#) et les menaces persistantes contre la paix et la stabilité en Syrie, en Irak, au Soudan du Sud et en République centrafricaine. L'année dernière, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, le nombre de personnes déplacées de force a franchi la barre des 50 millions.

La communauté internationale doit travailler de concert afin d'identifier de nouvelles façons de collaborer et de trouver des solutions aux conflits qui touchent le monde aujourd'hui. Elle doit également prendre conscience de l'ampleur de l'important travail qui a eu lieu partout dans le monde en soutien aux [objectifs du Millénaire pour le développement](#).

Le secteur privé fournit des avantages en matière d'innovation et de nouvelles technologies, et permet de mobiliser des ressources financières de manière très efficace. Pour être plus à même d'atteindre ses objectifs, l'ONU doit collaborer et s'appuyer sur les compétences et les capacités d'un large éventail de partenaires afin de relever les défis humanitaires, de développement et de consolidation de la paix.

Le [Département des opérations de maintien de la paix](#), principal partenaire de l'UNOPS, contribue à la consolidation de la paix dans des contextes parmi les plus difficiles au monde, notamment grâce à l'important travail du [Service de la lutte antimines des Nations Unies](#) (SLAM). Le généreux soutien des États Membres de l'ONU permet au SLAM de poursuivre ses activités, d'organiser la mobilisation des ressources, d'assurer la gestion des données et des informations, de fournir une assistance technique, et de défendre la vision de l'ONU en faveur d'un monde débarrassé de mines terrestres et d'engins non explosés, dans lequel les individus et les communautés peuvent vivre dans un milieu sûr et productif.

Grâce au soutien de ses partenaires, l'UNOPS participe à la réalisation des objectifs de l'ONU, en assurant un niveau élevé d'excellence et de gestion

des risques dans ses activités de mise en œuvre, tout en favorisant la résilience et l'appropriation nationale.

Compte tenu de l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles en raison des changements climatiques, il est devenu indispensable d'identifier, de gérer, de réduire et d'éliminer les risques. Partout dans le monde, l'UNOPS aide ses partenaires à construire des infrastructures qui améliorent la résistance des communautés aux chocs et aux contraintes, y compris aux phénomènes naturels dangereux. Cette année, l'UNOPS a contribué au nouveau [cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe](#), qui définit un ensemble de priorités pour s'assurer que les pays reconstruisent mieux à la suite de catastrophes naturelles.

Afin d'améliorer l'efficacité de la coopération pour le développement, notamment en matière de construction d'infrastructures durables, il faut s'assurer que les pays s'approprient les activités de développement, tout en mettant l'accent sur les résultats, des partenariats inclusifs et le respect des principes de transparence et de responsabilité.

Cette publication souligne certains des projets que l'UNOPS a mis en œuvre pour ses partenaires en 2014, ainsi que les progrès réalisés dans la mise en œuvre de projets durables dans des contextes humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. J'espère que cette brochure permettra également d'insister sur la valeur ajoutée des contributions de l'UNOPS au système des Nations Unies et au programme de développement pour l'après-2015 dans ses domaines de compétence, soit la gestion de projets, les infrastructures et les achats.

L'UNOPS est prêt à aider ses partenaires à bâtir un avenir meilleur.



Grete Faremo



L'ORGANISATION

L'UNOPS a été créé en 1973 et a fait partie du [Programme des Nations Unies pour le développement](#) (PNUD) jusqu'en 1994. Le 1^{er} janvier 1995, par décision de l'Assemblée générale, l'UNOPS est devenu une entité indépendante et autofinancée du système des Nations Unies.

MISSION

La mission de l'UNOPS consiste à aider les personnes démunies en renforçant la capacité des Nations Unies, des gouvernements et de ses autres partenaires à mener leurs activités en matière de gestion de projets, d'infrastructures et d'achats de manière durable et efficace.

VISION

La vision de l'UNOPS consiste à améliorer les pratiques de mise en œuvre durables dans les domaines humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix, tout en satisfaisant ou dépassant systématiquement les attentes de ses partenaires.

Photo en haut : dans le camp d'Azraq, en Jordanie, qui accueille à présent plus de 17 000 réfugiés syriens, l'UNOPS a travaillé en étroite collaboration avec le ministère canadien des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement ainsi qu'avec la direction du gouvernement jordanien responsable des réfugiés syriens afin de construire et d'équiper des installations de sécurité en vue d'aider le gouvernement jordanien à maintenir l'ordre dans le camp.

Photo : UNOPS/Alison Cassells

LES PRINCIPAUX RÉSULTATS POUR 2014

Les chiffres ci-dessous indiquent les principaux résultats opérationnels obtenus pour le compte de partenaires en 2014.



175

ponts conçus,
construits
ou réhabilités



plus de
3 millions

de jours de travail
créés pour
les bénéficiaires



4577 km

de routes conçues,
construites
ou réhabilitées



plus de
31 000 jours

de services de
conseils fournis



plus de
17,8 millions

d'articles
médicaux achetés



plus de
110 millions

de doses de
médicaments
achetées
ou distribuées



plus de
669 millions
de dollars
de biens et
services achetés



plus de
84 000
personnes formées



plus de
5500
véhicules achetés



30
écoles et une
université conçues,
construites
ou réhabilitées



10
commissariats et
11 prisons conçus,
construits
ou réhabilités



18
hôpitaux et
cliniques de santé
conçus, construits
ou réhabilités

L'UNOPS DANS LE MONDE

Haïti

Promouvoir le bien-être pour tous à tout âge : aider à réduire la mortalité infantile en Haïti. Consultez la page [23](#) pour en savoir plus >>

L'UNOPS fournit ses services à partir de son siège mondial à Copenhague, au Danemark, et d'un réseau décentralisé de plus de 30 bureaux de pays et de liaison.

Cette carte présente l'ensemble des pays ou territoires où l'organisation a soutenu des projets en 2014.

 Pays ou territoires

La carte met également en évidence les cinq principaux pays membres du g7+ où l'UNOPS a eu des activités. Le g7+ est un groupement volontaire de 20 pays qui sont ou ont été affectés par un conflit et sont en transition vers l'étape suivante de développement.

 Top 5 g7+

Les données de cette carte sont présentées à titre indicatif et ne représentent en rien l'opinion de l'UNOPS concernant le statut juridique de quelque pays ou territoire que ce soit ou concernant la délimitation des frontières.

Soudan du Sud

Promouvoir l'éducation primaire des filles au Soudan du Sud.

Consultez la page [43](#) pour en savoir plus >>

Somalie

Soutien au service de la lutte antimines.

Consultez la page [61](#) pour en savoir plus >>

Afghanistan

Mettre en place des institutions responsables en Afghanistan.

Consultez la page [15](#) pour en savoir plus >>

République démocratique du Congo

Construire des infrastructures résilientes en République démocratique du Congo.

Consultez la page [19](#) pour en savoir plus >>

Les données de cette carte illustrent également les différents partenaires avec lesquels l'UNOPS a travaillé en 2014, notamment le système des Nations Unies, des institutions multilatérales, des gouvernements, des organisations intergouvernementales, ainsi que des fondations. Consultez la page [56](#) pour en savoir plus sur les partenaires de l'UNOPS.

 Service de la lutte antimines des Nations Unies (page [60](#))

 Commission européenne (page [21](#))

 Fonds mondial (page [35](#))

 Fondation Bill et Melinda Gates (page [53](#))

 Gouvernements de pays à revenu intermédiaire (page [31](#))

**AIDER LÀ OÙ
C'EST LE PLUS
NÉCESSAIRE**





Photo : UNOPS

AFGHANISTAN

L'UNOPS soutient le gouvernement de l'Afghanistan depuis 1995, en collaboration avec des gouvernements donateurs, des agences des Nations Unies et d'autres partenaires.

L'organisation soutient le gouvernement dans ses efforts nationaux de reconstruction et de développement, tout en favorisant l'appropriation nationale et le renforcement des capacités. En 2014, l'UNOPS a fourni des services d'une valeur de plus de 172 millions de dollars dans les domaines des infrastructures, des achats et de la gestion de projets.

Photo de gauche : en juin 2014, une formation sur les ressources humaines et l'égalité hommes-femmes a été organisée pour le personnel de la Commission indépendante des plaintes électorales.

Photo : UNOPS/Veton Kasapoli



Photo de gauche en haut : la commissaire Reeda Azimi présente une preuve lors d'une séance ouverte de mai 2014.

Photo de gauche en bas : des commissaires représentant les provinces lors de la cérémonie de prestation de serment de la Commission indépendante des plaintes électorales.

Photos : UNOPS/Veton Kasapoli

PARTENAIRES

La Fondation internationale pour les systèmes électoraux et le PNUD

METTRE EN PLACE DES INSTITUTIONS RESPONSABLES EN AFGHANISTAN

L'année dernière a été marquée par le premier transfert démocratique du pouvoir de l'histoire de l'Afghanistan, et l'UNOPS a participé à ce moment historique en mettant en place la Commission indépendante des plaintes électorales à temps pour la tenue des élections, et en soutenant l'ensemble de ses opérations. Grâce à cette nouvelle commission permanente, le processus électoral afghan gagne en crédibilité et en légitimité.

L'UNOPS a commencé à fournir des services à la commission en octobre 2013 pour le compte du PNUD, en étroite collaboration avec la Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES), laquelle fournit une assistance technique à la commission en matière de résolution de différends électoraux.

En 2014, l'UNOPS a recruté 472 membres du personnel de la commission qui, au plus fort de son activité, comptait 350 employés gérant le secrétariat à Kaboul et les 34 bureaux provinciaux. L'UNOPS a également fourni

des espaces de travail, temporaires et permanents, ainsi que des meubles, des fournitures de bureau et des équipements informatiques et de communication, en plus de renforcer les normes de sécurité pour le personnel.

Grâce à des procédures d'achat d'urgence, l'UNOPS a rapidement répondu aux besoins de dernière minute afin d'assurer que la commission était opérationnelle au moment des élections présidentielles et provinciales du 5 avril.

En outre, l'UNOPS et l'IFES ont soutenu plusieurs séances ouvertes au cours desquelles les plaintes étaient présentées devant des observateurs, des membres de la société civile et des représentants des médias, accentuant la transparence du processus de traitement des plaintes – une première dans l'histoire de l'Afghanistan. Les deux organisations ont également aidé à diffuser des messages d'intérêt public avant, pendant et après le processus d'examen des plaintes.

Avant



Après





**C'est la première fois
que nous voyons un
véhicule traverser notre
village en 20 ans. »**

– Un habitant, après la construction
d'une route en 2012



Photo : UNOPS/Dorothee Clette

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'UNOPS travaille en République démocratique du Congo depuis 1999, soutenant ses partenaires dans la construction de routes et de bâtiments, la gestion des risques liés aux catastrophes et la construction et l'amélioration d'infrastructures relatives à l'eau et l'assainissement. L'organisation participe également à des projets d'aide humanitaire d'urgence. En 2014, l'UNOPS a mis en œuvre des projets d'une valeur de près de 38 millions de dollars dans le pays.

Photo de gauche : une comparaison avant et après la construction de l'un des douze ponts auxquels l'UNOPS a contribué dans le cadre d'un projet de quatre ans financé par la Commission européenne.

Photo : UNOPS/Tchagnaou Essotina



Photo de gauche : un projet de quatre ans vise à stimuler la production agricole dans le nord-ouest du pays grâce à la construction et la réhabilitation de ponts et de routes stratégiques.

Photo : UNOPS/Tchagnaou Essotina

PARTENAIRE

[La Commission européenne](#)

CONSTRUIRE DES INFRASTRUCTURES RÉSILIENTES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Dans une zone reculée de la République démocratique du Congo, à 1200 kilomètres de la capitale Kinshasa, douze ponts ont permis de faciliter l'accès aux marchés locaux pour quelque 340 000 personnes.

Ces ponts ont été construits dans le cadre d'un projet de quatre ans visant à stimuler la production agricole dans le nord-ouest du pays grâce à la construction et la réhabilitation de ponts et de routes stratégiques. Mis en œuvre par l'UNOPS et financé par un programme de la Commission européenne, le projet de 4,2 millions de dollars vise à améliorer la sécurité alimentaire dans la province de l'Équateur.

Au cours de la première phase du projet, l'UNOPS a reconstruit une route essentielle de 130 km qui relie les villes de Boende et de Monkoto, créant près de 110 000 journées de travail rémunéré pour la main-d'œuvre locale. Des années de guerre et de récession avaient réduit la route à un sentier et forcé les producteurs locaux à vivre d'une agriculture de subsistance. Comptant plus de 340 000 habitants, dont la plupart vivent dans des fermes isolées, la région a été particulièrement touchée par le manque d'infrastructures de transport en bon état.

Afin de garantir des résultats durables, l'UNOPS a mis en place 21 comités d'entretien et a fourni aux autorités locales de l'équipement et des formations pour assurer l'entretien à long terme de la route.

Grâce à la réouverture de cette route, les déplacements sont maintenant dix fois plus rapides, et le prix des aliments de base locaux tels que le riz et les cacahuètes a baissé de moitié. Le projet a également soutenu la création d'une association de 1000 agriculteurs (dont 400 femmes), qui réunit 30 organisations agricoles.

Au cours de la deuxième phase du projet, qui a pris fin en 2014, l'UNOPS a construit 11 ponts afin de faciliter l'accès là où le besoin se faisait le plus sentir. Un autre pont relié à la route de 130 kilomètres a été réhabilité en collaboration avec les autorités locales.

La construction et la réhabilitation de la route et des ponts n'auraient pas pu mieux tomber. En août 2014, trois semaines après l'achèvement du dernier pont, une épidémie d'Ebola (distincte de celle qui a touché l'Afrique de l'Ouest en 2014-2015) s'est déclarée à Lokolia, un village situé le long de la route, à environ 60 km de Boende. Les ponts récemment construits ont permis aux travailleurs humanitaires de fournir des secours d'urgence à la population de Lokolia.

« La route et les ponts ont joué un rôle crucial, puisque l'accès par hélicoptère aurait été très compliqué en raison de l'isolement du village et des conditions de terrain difficiles », explique Christian Fortier, responsable de la logistique en République démocratique du Congo pour le Programme alimentaire mondial, qui a coordonné le transport de l'aide alimentaire et non alimentaire d'urgence. L'épidémie, qui a causé 49 morts, a été contenue et a officiellement pris fin le 15 novembre 2014.

« Cette route est d'une importance vitale à l'échelle locale, mais aussi nationale, comme l'ont montré les secours apportés pendant l'épidémie du virus Ebola », affirme Baudoin Kakule Ndungo, directeur provincial de l'autorité responsable des routes congolaises.

Cette étude de cas a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Les opinions exprimées ci-dessus ne peuvent en aucun cas être considérées comme le reflet d'une position officielle de l'Union européenne.



« Ces services essentiels aideront à réduire le taux de mortalité infantile et à améliorer l'accès des enfants, des femmes et des hommes à des services de santé spécialisés et de qualité dans le département de l'Artibonite. »

– Paula Caldwell St-Onge,
ambassadrice du Canada en Haïti

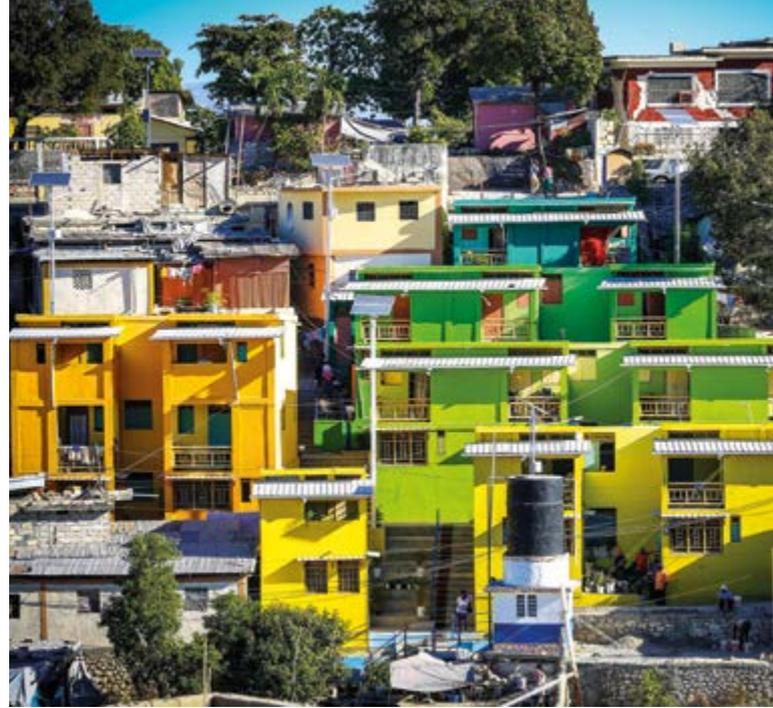


Photo : UNOPS/Claude-André Nadon

HAÏTI

Depuis 2004, l'UNOPS soutient Haïti et ses partenaires présents dans le pays, participant à la mise en œuvre de projets variés. Depuis le séisme de 2010, l'UNOPS apporte un soutien continu à Haïti en gestion de projets, achats et infrastructures. Ses activités comptent des initiatives de relèvement rapide, de réduction des risques de catastrophes naturelles et de développement durable.

En 2014, l'UNOPS a mis en œuvre des projets d'une valeur de plus de 33 millions de dollars en Haïti. Au départ axées sur la gestion des débris et la construction d'abris, les activités de l'UNOPS portent depuis sur le développement urbain et rural durable, les routes et services de transport, les soins de santé, le renforcement de l'état de droit et le soutien aux organisations des Nations Unies présentes en Haïti.

L'année dernière, un [établissement hospitalier de pointe](#) a été inauguré aux Gonaïves, dans le nord du pays, dix ans après la destruction de l'ancien hôpital municipal par un ouragan.

Photo de gauche : en Haïti, l'UNOPS a collaboré avec le ministère de la Santé publique et de la Population pour construire un hôpital aux Gonaïves.

Photo : UNOPS



Photo de gauche : financé par le gouvernement canadien, cet hôpital de 200 lits fournit des services pédiatriques, chirurgicaux, de médecine interne et des soins d'urgence.

Photo : UNOPS

PARTENAIRES

Le gouvernement du Canada et
le gouvernement d'Haïti

PROMOUVOIR LE BIEN-ÊTRE DE TOUS À TOUT ÂGE : AIDER À RÉDUIRE LA MORTALITÉ INFANTILE EN HAÏTI

Financé grâce à une subvention de 30 millions de dollars du gouvernement canadien, l'hôpital La Providence des Gonaïves a été construit par l'UNOPS en partenariat avec le ministère de la Santé publique et de la Population. La cérémonie d'inauguration, à laquelle ont participé la première dame Sophia Martelly et la ministre de la Santé publique et de la Population Florence Duperval Guillaume, s'est tenue en novembre 2014.

L'ancien hôpital La Providence avait été détruit en 2004 par le passage de l'ouragan Jeanne et, en 2008, deux nouveaux ouragans avaient frappé les Gonaïves, forçant les autorités sanitaires à fournir des soins à la communauté depuis un hôpital improvisé dans un entrepôt avoisinant.

Les travaux de construction ont débuté en 2012, après qu'une étude de préinvestissement effectuée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le ministère de la Santé publique et de la Population et l'UNOPS eut mené à la conclusion que cet hôpital devrait se spécialiser en santé maternelle et infantile.

Cet hôpital de 200 lits, d'une superficie de 10 500 mètres carrés, fournit également des services pédiatriques, chirurgicaux et de médecine interne ainsi que des soins d'urgence aux résidents de l'Artibonite, le plus vaste

département d'Haïti, contribuant ainsi à moderniser les soins de santé du pays. Dans le but de favoriser le renforcement des capacités, le projet prévoit également la formation du personnel à l'égard de la gestion hospitalière ainsi que de l'utilisation et l'entretien des appareils médicaux.

Différentes considérations liées à la durabilité ont été intégrées à la conception pour assurer l'usage à long terme de cet hôpital, notamment l'utilisation de béton armé afin d'améliorer sa résistance aux tremblements de terre et aux ouragans.

L'hôpital tient également compte de la protection de l'environnement puisqu'il a été construit à partir de matériaux locaux de manière à optimiser la ventilation et l'éclairage naturels, en plus de posséder un système de récupération des eaux de pluie. Outre l'installation de 1200 unités d'éclairage DEL afin de réduire la consommation d'énergie, l'établissement sera équipé d'un système autonettoyant d'alimentation en énergie solaire. Les panneaux solaires couvriront une surface de 4300 mètres carrés et produiront 200 kilovoltampères. Ce système sera installé par l'UNOPS en 2015, grâce à une subvention de 2,5 millions de dollars du gouvernement du Mexique.





Photo : MANUI

Photo de gauche : une femme vote en Irak, où l'UNOPS apporte un soutien à la Haute-Commission électorale indépendante.

Photo : MANUI

IRAK

Depuis dix ans, l'UNOPS soutient l'Irak en fournissant des services en matière d'élaboration de projets, de gestion technique et d'infrastructures. Entre 2004 et 2013, l'UNOPS a été le deuxième plus important partenaire du Fonds d'affectation spéciale pour l'Irak du Groupe des Nations Unies pour le développement, mettant en œuvre 43 projets pour son compte. En 2014, l'organisation a mis en œuvre des projets d'une valeur de plus de 24 millions de dollars dans le pays, dans les domaines humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix.



Photo de gauche : le personnel de l'UNOPS explique comment utiliser les lampes solaires distribuées à des personnes déplacées dans la région kurde d'Irak.

Photo : MANUI/Fabienne Vinet

PARTENAIRES

Le Fonds humanitaire saoudien pour l'Irak et le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES AMÉLIORENT LES CONDITIONS DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ POUR LES PERSONNES DÉPLACÉES EN IRAK

Grâce à la mise en œuvre d'un projet de 15,7 millions de dollars, les personnes déplacées réfugiées dans la région du Kurdistan d'Irak se sentent plus en sécurité lorsqu'elles se rendent aux installations d'alimentation en eau et d'assainissement la nuit, dans la mesure où elles disposent désormais d'une source de lumière.

En 2014, dans le cadre des opérations de secours d'urgence visant à prêter assistance aux personnes déplacées, l'UNOPS, en collaboration avec les organismes participants des Nations Unies, a distribué 24 142 lampes solaires et kits de chargement de téléphones portables à des familles dans la région du Kurdistan d'Irak. Financés par le Fonds humanitaire saoudien pour l'Irak, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, les kits de chargement fournissent un accès fiable à l'électricité à plus de 117 000 personnes réfugiées dans le nord de l'Irak.

« Le camp n'est alimenté en électricité qu'à raison de 12 à 15 heures par jour. Pendant l'hiver, les personnes ne pouvaient pas quitter leurs tentes la nuit. L'énergie solaire a comblé cette lacune, ce qui était très important, car les personnes avaient besoin d'éclairage », déclare Sirwan Jafer, chef de projet et responsable du camp de personnes déplacées de Baharka.

Alimentés grâce à une source d'énergie renouvelable, les kits solaires fournissent une source de lumière et permettent de charger de petits appareils électroniques. Un kit comprend deux lanternes détachables qui apportent une meilleure sécurité dans le camp. Le chargeur de téléphone permet aux personnes déplacées de garder un contact plus étroit avec les membres de leur famille et leurs amis.

De plus, ces kits sont conformes avec l'engagement de l'UNOPS envers la durabilité puisqu'ils représentent une source d'énergie respectueuse de l'environnement, portable et facilement utilisable.

« La crise que connaît cette région est de nature instable. Nous voulions donc nous assurer que les personnes déplacées disposent d'une solution mobile et qu'elles peuvent facilement emporter les lampes », a expliqué Kareem Elbayar, responsable de programme pour l'UNOPS.

Plus de 850 000 personnes sont allées chercher refuge dans la région du Kurdistan d'Irak depuis le début de l'année 2014.



« **Le meilleur investissement que peut faire le secteur public est de reconnaître l'importance des achats publics. [Il est important] de faire comprendre aux marchés que l'État est un acheteur intelligent.** »

– Jose Moscoso, responsable des services de conseils de l'UNOPS en matière d'achats

Photo de gauche : l'UNOPS soutient la mise en œuvre de plusieurs projets en Colombie dans les domaines de la santé, des infrastructures et de la gestion durable des ressources.

Photo : UNOPS/Daniel Peña

PARTENAIRES

L'Institut hondurien de sécurité sociale, le ministère de la Santé du Honduras, l'Organisation panaméricaine de la santé, la municipalité de Bogota, l'Agence nationale des marchés publics de l'Uruguay, l'Administration des services de santé nationaux de l'Uruguay, le Centre interaméricain pour le développement des connaissances, et le gouvernement de l'Uruguay.

AMÉRIQUE LATINE

RENFORCER LES PROCESSUS INSTITUTIONNELS EN AMÉRIQUE LATINE

L'UNOPS EN COLOMBIE

L'UNOPS travaille en Colombie depuis 2012. L'organisation soutient des agences de l'ONU, le gouvernement et d'autres partenaires en mettant en œuvre plusieurs projets dans les domaines de la santé, des infrastructures et de la gestion durable des ressources naturelles et énergétiques, en plus de fournir des services administratifs et de conseils.

L'UNOPS a collaboré avec la municipalité de Bogota afin d'améliorer ses procédures opérationnelles ainsi que ses processus d'achats publics. En 2014, l'UNOPS a examiné plus de 200 processus d'achats pour quatre organismes municipaux, soit ceux de l'éducation, de la santé, des services sociaux et des transports. L'UNOPS a également fourni des recommandations à ces quatre organismes ainsi qu'au Bureau du Secrétaire général de la municipalité de Bogota afin d'apporter des améliorations à leurs services.



Photo de gauche : à Colonia, dans le sud-ouest de l'Uruguay, l'UNOPS soutient le gouvernement en construisant un nouvel hôpital de 50 lits.

Photo : UNOPS/Lucia Caldeiro

L'UNOPS AU HONDURAS

En 2014, l'UNOPS a fourni une assistance technique à l'Institut hondurien de sécurité sociale et au ministère de la Santé en achetant des médicaments et des articles médicaux essentiels en réponse à une importante pénurie. L'organisation a notamment effectué l'achat d'insecticides contre la dengue, une infection virale causée par un moustique.

En 2013, le Honduras a déclaré l'état d'urgence à la suite d'une épidémie ayant touché plus de 12 000 personnes. L'UNOPS a acheté 44 millions de doses de médicaments et 2,1 millions d'articles médicaux et chirurgicaux pour l'Institut hondurien de sécurité sociale, approvisionnant 27 hôpitaux publics et plus de 1600 centres de santé à travers le pays. Grâce aux services d'achats rapides et transparents de l'UNOPS, le ministère de la Santé a acheté des médicaments et du matériel médical à prix réduit leur permettant de payer jusqu'à 300 pour cent de moins que le prix de référence.

En 2014, l'UNOPS a également fourni une assistance technique à l'Organisation panaméricaine de la santé, en plus de soutenir l'université nationale Francisco Morazán pour l'achat de matériel pédagogique et le renouvellement de ses systèmes d'information et de communication.

L'UNOPS EN URUGUAY

L'UNOPS travaille en Uruguay depuis 2009, coopérant avec les gouvernements locaux, le gouvernement national, ainsi que d'autres organisations des Nations Unies afin de mettre en œuvre des projets dans le domaine des achats et des infrastructures durables, notamment dans le secteur de la santé.

L'UNOPS travaille avec l'Agence nationale des marchés publics de l'Uruguay depuis 2012, l'année de sa création, et lui fournit des services de renforcement des capacités, élaborant un cadre national pour la professionnalisation des marchés publics et soutenant sa planification stratégique.

Le Centre interaméricain pour le développement des connaissances et l'UNOPS travaillent ensemble à l'élaboration d'un profil des compétences nationales pour les acheteurs publics et établissent les bases d'une certification nationale destinée aux professionnels des achats publics dans le pays. L'UNOPS participera également à l'élaboration, au développement et à la distribution des modules de formation de cette certification. Un programme pilote intitulé « Certification de base pour les acheteurs publics » a été développé à cette fin, et cette formation aura lieu dans l'année.

L'année dernière, l'UNOPS a aussi fourni une assistance technique à l'Administration des services de santé nationaux de l'Uruguay, notamment pour la gestion des contrats, l'évaluation des appels d'offres et l'examen des plans pour la construction d'un hôpital à Colonia. L'examen des plans de conception s'est fait en étroite collaboration avec le personnel technique local, en s'appuyant sur les leçons apprises et les meilleures pratiques régionales en vue de renforcer les capacités. Cela a permis d'intégrer l'utilisation d'énergies renouvelables et des améliorations structurelles visant à augmenter la fonctionnalité et à réduire les coûts d'entretien du bâtiment.





Photo : LIFT/Jacquetta Hayes

MYANMAR

L'UNOPS travaille au Myanmar depuis 1996 et soutient des initiatives liées à la santé ainsi qu'à la sécurité alimentaire partout dans le pays. L'organisation assure notamment la gestion des subventions octroyées par le [Fonds d'affectation spéciale pour les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire](#) (LIFT) ainsi que le contrôle et la supervision des activités mises en œuvre grâce à ce financement. L'UNOPS est également gestionnaire du [Three Millennium Development Goal Fund](#) (3MDG) qui, en partenariat avec le ministère de la Santé, fournit des services de santé dans le pays. En outre, l'UNOPS est le bénéficiaire principal du [Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme](#), ainsi que de l'[Initiative régionale contre la résistance à l'artémisinine](#), qui lutte contre la propagation du paludisme. En 2014, la participation de l'UNOPS à ces trois initiatives a permis à plus de 33 000 personnes au Myanmar de recevoir une formation sur les techniques de prévention dans le domaine de la santé.

Photo de gauche : la productivité des cultivateurs de riz au Myanmar est ralentie par d'importantes contraintes telles que l'absence de semences de qualité et le manque de main-d'œuvre qualifiée. L'UNOPS collabore avec le LIFT pour résoudre ces problèmes grâce à des formations en agriculture.

Photo : LIFT



Photo de gauche : le LIFT soutient les petits exploitants et les agriculteurs non propriétaires de régions rurales pauvres du Myanmar, finançant des projets qui leur permettent d'augmenter leurs revenus, d'améliorer leur nutrition, de réduire l'insécurité alimentaire et de vivre dans de meilleures conditions.

Photo : LIFT

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET PROMOUVOIR L'AGRICULTURE DURABLE AU MYANMAR

Le LIFT soutient le pays dans ses efforts pour réaliser le [premier objectif du Millénaire pour le développement](#), lequel vise à réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans la pauvreté et la faim.

Le LIFT soutient les petits exploitants et les agriculteurs non propriétaires de régions rurales pauvres du Myanmar, finançant des projets qui leur permettent d'augmenter leurs revenus, d'améliorer leur nutrition, de réduire l'insécurité alimentaire et de vivre dans de meilleures conditions. Les projets du LIFT renforcent la croissance économique, la qualité des récoltes, la chaîne de valeur ainsi que l'accès au crédit et aux marchés, tout en renforçant la capacité des individus à surmonter les difficultés et les changements. Le fonds permet également de financer des recherches afin d'améliorer les programmes et les politiques visant à aider les personnes démunies.

En 2014, 11 donateurs ont soutenu le LIFT : l'Australie, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et l'Union européenne. Le fonds a rassemblé 206 millions de dollars afin de soutenir plus de 90 projets au Myanmar. Le LIFT intervient dans plus de la moitié des communes du pays et a apporté son soutien à 2,7 millions de personnes, soit environ cinq pour cent de la population.

AIDER LES AGRICULTEURS À S'ADAPTER AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le LIFT finance plusieurs projets de vulgarisation agricole au moyen de formations et d'un accès à des technologies nouvelles et innovantes. Ces projets permettent aux petits exploitants d'acquérir les connaissances nécessaires pour s'adapter aux

PARTENAIRES

LIFT : l'Australie, le Danemark, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et l'Union européenne.

changements climatiques. Par exemple, un projet mené par Proximity Designs, un partenaire de l'UNOPS, obtient des résultats significatifs : leur équipe d'experts-conseils a identifié une période durant laquelle les agriculteurs peuvent procéder à une deuxième récolte annuelle dans les eaux saumâtres du delta de l'Ayeyarwady. Grâce à cette deuxième récolte, le revenu des agriculteurs a ainsi doublé.

Les sécheresses dans la zone aride du pays ont des répercussions sur le delta de l'Ayeyarwady. Le faible niveau d'eau fraîche dans les rivières est compensé par de l'eau de mer, et le sel envahit les terres agricoles. Étant donné que le riz est sensible à la salinité, l'irrigation des rizières avec de l'eau salée peut engendrer la perte quasi complète des récoltes.

Les experts-conseils ont montré aux agriculteurs que s'ils plantent une récolte plus tôt dans l'année et utilisent ensuite une variété de riz qui croît plus rapidement pour la deuxième récolte, ils peuvent effectuer les deux récoltes avant que la salinité de l'eau soit trop élevée. Le moment choisi pour irriguer la deuxième récolte est crucial, puisqu'il est essentiel de le faire lorsque la marée est basse et que la teneur en sel est faible.

L'équipe d'experts a élaboré un calendrier lunaire simple afin de permettre aux agriculteurs d'irriguer leurs terres de manière efficace. Jusqu'à présent, plus de 1000 agriculteurs ont réussi à cultiver une seconde récolte, augmentant leurs revenus et améliorant leurs connaissances et leurs compétences. Cette méthode peut également être reproduite ailleurs dans la région, ce qui contribue à la durabilité des moyens de subsistance de la population locale.





Photo : UNOPS/Aleksandar Jocić

SERBIE

Depuis 2001, l'UNOPS soutient le développement durable en Serbie, fournissant des services en matière de gestion de projets, d'infrastructures, d'achats, de ressources humaines ainsi que des services de conseils. Les projets qui y sont mis en œuvre visent à améliorer la gouvernance, les moyens de subsistance des communautés vulnérables, les infrastructures liées à la santé et à l'éducation, l'alimentation en eau et la gestion des déchets.

En 2014, l'UNOPS a mis en œuvre des projets d'une valeur de plus de 14 millions de dollars en Serbie, le plus important étant le [Programme européen de partenariat avec les municipalités](#) (EU PROGRES), financé par l'Union européenne et les gouvernements suisse et serbe.

Photo de gauche : au début de l'année 2015, la Directrice exécutive de l'UNOPS, Grete Faremo, a rencontré des représentants du gouvernement au cours de sa première visite officielle en Serbie.

Photo : Igor Pavićević



Photo de gauche : l'une des maisons reconstruites par l'UNOPS pour les familles serbes touchées par les inondations de 2014.

Photo : Igor Pavićević

PARTENAIRES

EU PROGRES, l'Union européenne ainsi que les gouvernements du Canada, de la France, de la Norvège, de la Serbie et de la Suisse.

PARTICIPER À LA RECONSTRUCTION EN SERBIE

À la suite des inondations et des glissements de terrain ayant dévasté des villes et des villages dans tout le pays en mai 2014, l'UNOPS a collaboré avec des partenaires pour reconstruire des foyers et des écoles, et ainsi favoriser un retour à la normale pour les familles.

Trente-quatre personnes ont été tuées et 32 000 autres ont été contraintes d'abandonner leur maison à la suite de la plus grave catastrophe naturelle qu'a connue le pays en 120 ans. En Serbie, l'UNOPS met en œuvre des projets de réhabilitation et de prévention afin de rétablir les conditions de vie des habitants et de veiller à ce que les régions soient mieux préparées en cas de nouvelles inondations.

En 2014, l'UNOPS a réhabilité douze écoles, six kilomètres de route, deux établissements de santé, un centre communautaire et 275 logements privés. En vue de limiter la propagation des infections et des maladies d'origine hydrique, l'UNOPS a acheté 60 260 kg de produits de lutte contre les moustiques, qui ont été remis à 63 municipalités du pays.

En plus de soutenir le programme de relèvement à la suite des inondations en Serbie, l'UNOPS met en œuvre le programme EU PROGRES, qui vise à aider le développement de 34 municipalités du sud-est et du sud-ouest du pays, ainsi que des projets favorisant l'intégration de communautés vulnérables.

« Nous nous sommes engagés à aider les personnes démunies. En Serbie, nous travaillons sur six projets d'une valeur totale de plus de 45 millions d'euros, notamment un projet de réparation d'infrastructures endommagées par les inondations de 2014 prévoyant la réparation de foyers et d'écoles pour que des milliers d'enfants puissent retourner en classe », a précisé Mme Faremo lors d'une visite à Belgrade au début de l'année 2015.

Mme Faremo a exprimé la détermination de l'UNOPS à poursuivre ses activités de soutien au gouvernement serbe, avec l'appui financier de l'Union européenne et des gouvernements du Canada, de la France, de la Norvège, du Royaume-Uni et de la Suisse.



« **Quand nous éduquons
une jeune fille, nous
éduquons la nation.** »
– Kongor Deng Kongor,
directeur général du ministère de
l'Éducation pour l'État des Lacs



Photo : UNOPS/Jonathan Buckingham

SOUDAN DU SUD

En 2014, l'UNOPS a soutenu ses partenaires en concevant, construisant et réhabilitant des infrastructures physiques au Soudan du Sud, en plus de fournir un soutien opérationnel au gouvernement et à des organismes de développement, mettant en œuvre des projets d'une valeur de plus de 69 millions de dollars.

L'UNOPS continue à aider ses partenaires humanitaires à améliorer les services de base dans le pays, notamment l'accès à l'eau et à la nourriture des personnes déplacées en raison de conflits ou de catastrophes naturelles.

Photo de gauche : l'accès à des produits d'hygiène abordables est un moyen très efficace d'encourager les filles à poursuivre leur scolarité. Des femmes ont donc été formées à la fabrication de serviettes hygiéniques.

Photo : UNOPS



Photo de gauche : grâce à un projet financé par l'Italie, des filles de l'État des Lacs et de l'Équatoria orientale ont maintenant accès à de meilleures installations scolaires, ce qui réduit le risque de décrochage.

Photo : UNOPS

PARTENAIRE

Le gouvernement de l'Italie

PROMOUVOIR L'ÉDUCATION PRIMAIRE DES FILLES AU SOUDAN DU SUD

Grâce à un meilleur accès à des installations scolaires, davantage de filles de l'État des Lacs et de l'Équatoria orientale peuvent poursuivre leur scolarité.

L'UNOPS a géré un projet financé par le gouvernement italien visant à construire et à rénover des écoles, à former des enseignants et des travailleurs locaux, à sensibiliser la population et à encourager la participation des communautés. Ce projet a ainsi bénéficié à plus de 6000 élèves.

Ce pays a l'un des taux d'achèvement de l'enseignement primaire les plus faibles au monde. Selon le système d'information et de gestion de l'éducation, ce taux était inférieur à dix pour cent en 2009. Ce sont les filles qui rencontrent le plus d'obstacles les empêchant d'aller à l'école régulièrement, notamment le mariage précoce.

Les nouvelles installations comptent 14 écoles équipées, des puits fournissant de l'eau potable ainsi que des toilettes séparées pour les filles et les garçons, offrant un environnement sûr, propre et favorable à l'apprentissage pour les enfants et les enseignants. Des travailleurs locaux ont été employés et formés à la construction et à l'entretien des installations, et près de 200 enseignants ont reçu une formation afin d'améliorer leurs méthodes pédagogiques.

Comme de nombreuses familles de la région sont confrontées à l'insécurité alimentaire, des potagers ont été plantés sur des terrains appartenant aux écoles. Les

légumes produits servent à la fois à nourrir élèves et enseignants, et à générer des revenus supplémentaires. Tout au long du projet, les communautés locales ont été appelées à participer afin que les résultats soient les plus positifs et durables possible et qu'ils répondent aux besoins communautaires. Par exemple, l'accès à des produits d'hygiène à prix abordable est l'un des moyens les plus efficaces d'encourager les filles à continuer leur scolarité. Afin de répondre à ce besoin, des mères ont reçu une formation sur la fabrication de serviettes hygiéniques pour que les filles y aient accès gratuitement ou à prix réduit.

Le lancement d'un magazine encourageant les filles à prendre des responsabilités au sein de leur communauté, la création d'associations de filles, d'associations de parents et d'enseignants, ainsi que la mise en place d'ateliers sur la santé et l'hygiène pour les filles et leurs mères constituent d'autres réalisations du projet.

Grâce à une approche multifacette visant à répondre aux problèmes sous-jacents de la faible scolarité, en particulier des filles, le projet a contribué à faire baisser de 39 pour cent le taux de décrochage scolaire avant la huitième année chez les filles dans les régions ciblées, et le taux de fréquentation scolaire total a augmenté de plus de 30 pour cent. Les élèves de l'État des Lacs et de l'Équatoria orientale ont maintenant accès à de meilleures installations, ce qui incite les parents à envoyer leurs enfants à l'école.





Photo : UNOPS

SRI LANKA

En 2014, l'UNOPS a aidé ses partenaires à mettre en œuvre des projets de développement social et économique d'une valeur de plus de 4,5 millions de dollars à Sri Lanka. Des projets de construction d'écoles, d'hôpitaux et d'installations de gestion des déchets permettent de renforcer les capacités nationales en amenant les partenaires et les contractants locaux à participer. L'UNOPS fournit des services de conseils afin d'aider les autorités locales à assurer le fonctionnement à long terme des nouvelles infrastructures et à sensibiliser la communauté à la gestion des ressources.

En plus de ses activités à Sri Lanka, l'UNOPS fournit un soutien technique, opérationnel et administratif à quatre autres pays membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale : le Bangladesh, le Bhoutan, les Maldives et le Népal.

Photo de gauche : grâce à un projet financé par l'Agence coréenne de coopération internationale, près de 7000 enfants du district de Kilinochchi, à Sri Lanka, ont désormais accès à un environnement sûr et favorable à l'apprentissage.

Photo : UNOPS/Eranda Wijewickrama



Photo de gauche : les nouvelles installations scolaires, achevées en 2014, comptent 110 salles de classe et 16 laboratoires informatiques et scientifiques.

Photo : UNOPS/Eranda Wijewickrama

PARTENAIRE

[L'Agence coréenne de coopération internationale](#)

PERMETTRE AUX ENFANTS SRI LANKAIS D'APPRENDRE DANS UN ENVIRONNEMENT SÛR

De nouvelles installations scolaires aident près de 7000 enfants du district de Kilinochchi, au nord de Sri Lanka, à bénéficier de services d'éducation dans un environnement sûr.

Grâce à des fonds de l'Agence coréenne de coopération internationale, et en partenariat avec le ministère de l'Éducation de Sri Lanka, l'UNOPS a géré la construction de bâtiments scolaires et d'installations sanitaires dans douze écoles du district. Ces nouvelles installations, achevées en 2014, comptent 110 salles de classe et 16 laboratoires informatiques et scientifiques. Ce projet a également permis de construire trois groupes d'habitations pour le personnel, comprenant neuf habitations de type dortoir et trois logements familiaux.

De nombreuses écoles du district utilisaient des baraques de fortune et l'ombre des arbres pour y donner les cours et tenir des réunions, exposant souvent les enfants et les professeurs à la pluie, au vent et à la poussière. Elles souffraient également du manque de toilettes et d'installations sanitaires adaptées, particulièrement pour les jeunes filles.

Ces nouvelles installations ont intégré des conceptions durables optimisant la ventilation et l'éclairage naturels. Dans les régions côtières, les piliers de soutènement de ces bâtiments respectueux de l'environnement ont

été construits en béton armé afin de réduire les effets de la rouille. Des rampes d'accès pour personnes handicapées ont été installées dans les bâtiments scolaires et des toilettes séparées ont été construites pour les enfants handicapés et les filles afin de préserver davantage leur intimité.

« Les nouveaux lavabos sont les premiers de ce type dans cette école. Ils ont permis d'instaurer des habitudes très saines chez les enfants, qui, à présent, se lavent les mains avant et après avoir mangé », a expliqué le directeur d'une école.

Les logements destinés au personnel dans trois divisions du district ont été prévus pour 72 enseignants, lesquels devaient auparavant effectuer un long trajet pour se rendre sur leur lieu de travail. Ces bâtiments sont équipés de lits, de tables et d'installations sanitaires.

Le projet a été terminé dans les limites du budget prévu et l'UNOPS a utilisé les fonds restants pour mener des activités supplémentaires, dont l'achat de matériel scolaire.

Ces nouveaux bâtiments, combinés à un nouveau programme scolaire, ont permis à plusieurs écoles de faire l'objet d'une évaluation plus positive du ministère de l'Éducation.



AFRIQUE DE L'OUEST

L'UNOPS AU LIBÉRIA

Au Libéria, l'UNOPS a soutenu le ministère de la Santé grâce à l'achat d'urgence de véhicules. L'UNOPS a acheté 10 ambulances et 10 camions pour le transport de patients et de matériel médical, et apporté un appui aux interventions d'urgence de la Banque mondiale.

L'UNOPS EN SIERRA LEONE

L'UNOPS a collaboré étroitement avec le Centre national de lutte contre Ebola et la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre Ebola afin de combattre l'épidémie de la maladie en Sierra Leone. Le soutien fourni par l'UNOPS comprenait l'achat de 23 camions, de neuf ambulances et de neuf corbillards grâce au fonds d'affectation spéciale pluripartenaire.

L'UNOPS EN GUINÉE

En 2014, l'UNOPS a poursuivi ses activités aux côtés de l'Union européenne dans le cadre de projets visant à prévenir les conflits dans le pays grâce à la réintégration sociale d'anciens combattants et à l'emploi de jeunes au chômage pour des services communautaires. Les fonds ont également permis à l'UNOPS d'aider à améliorer les conditions d'hygiène de la population de Conakry grâce à la collecte et la gestion des eaux usées et des déchets.

Photo de gauche : des chauffeurs posent devant neuf ambulances achetées par l'UNOPS grâce à un processus d'achat d'urgence afin de soutenir les activités du Centre national de lutte contre Ebola. Les ambulances, ainsi que d'autres véhicules, ont été achetées en collaboration avec la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre Ebola grâce au fonds d'affectation spéciale pluripartenaire.

Photo : UNOPS/Elise Beacom



Photo de gauche : un centre de traitement du virus Ebola à Nzérékoré, en Guinée. L'UNOPS aide les gouvernements à mettre en place un environnement plus sûr pour les personnes touchées par le virus.

Photo : UN/Martine Perret

PARTENAIRES

L'[OMS](#), la [Banque mondiale](#), des gouvernements nationaux

SOUTENIR LA LUTTE CONTRE EBOLA ET LE RELÈVEMENT RAPIDE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Les premiers cas du virus Ebola, une maladie grave et souvent fatale, sont apparus en mars 2014 en Afrique de l'Ouest. L'épidémie actuelle est la plus importante depuis que la maladie a été découverte en 1976. En avril 2015, plus de 10 715 personnes avaient perdu la vie à cause du virus.

Depuis octobre 2014, l'UNOPS a soutenu les activités internationales de lutte contre l'épidémie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest en réalisant des achats et en assurant un appui logistique.

Au Libéria, l'UNOPS s'est associé à l'OMS pour soutenir le ministère de la Santé et de la Protection sociale dans le cadre de l'achat d'urgence de véhicules. L'UNOPS a

acheté 19 ambulances supplémentaires pour transporter les personnes atteintes du virus et a fourni un appui en matière d'intervention rapide à la Fondation Bill et Melinda Gates.

L'UNOPS poursuit ses activités de soutien à la lutte contre le virus Ebola et au relèvement rapide en 2015 grâce à des fonds de la Banque mondiale, en étroite collaboration avec la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre Ebola. L'UNOPS a élargi son assistance en vue d'aider les gouvernements de la Guinée, du Libéria et de Sierra Leone à répondre aux besoins des communautés et du personnel de santé touchés par la crise, dans le cadre des activités de relèvement dans la région.

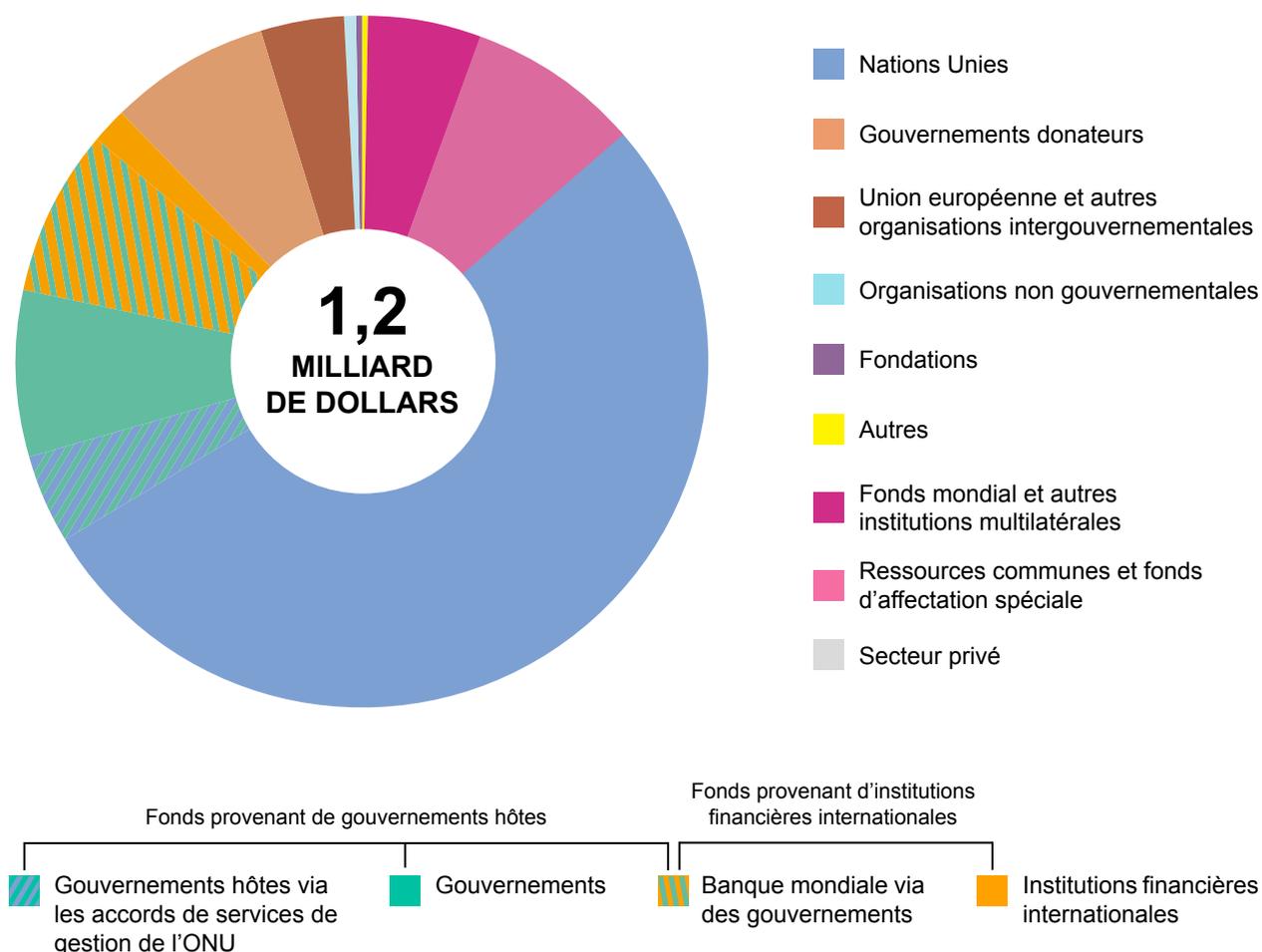
LES PRIORITÉS DE L'UNOPS

LES PARTENAIRES DE L'UNOPS

LES DÉPENSES DE MISE EN ŒUVRE PAR GROUPE DE PARTENAIRES

Conformément à la [résolution 65/176 de l'Assemblée générale](#), l'UNOPS peut fournir ses services à différents acteurs des domaines du développement, de l'aide humanitaire et de la consolidation de la paix, notamment les Nations Unies, des gouvernements, des organisations intergouvernementales, des institutions financières internationales et régionales, des fondations, des organismes du secteur privé et des organisations non gouvernementales.

En 2014, l'UNOPS a soutenu plus de 1200 projets pour le compte de ses partenaires, pour une valeur totale de 1,2 milliard de dollars. Le graphique ci-dessous montre les dépenses de mise en œuvre réparties selon les types de partenaires.



« Une qualité, un professionnalisme et une collaboration remarquables. »

– Alessandra Cabras, responsable des Affaires politiques au Département des Affaires politiques du Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Myanmar

« Une bonne plateforme pour fournir des services, renforcer les capacités, et aider les États fragiles, pauvres ou aux compétences limitées. »

– Luquan Tian, spécialiste principal en transport à la Banque mondiale

« La réponse aux défis pour la mise en œuvre de projets complexes. »

– Mahir Aliyev, coordonnateur du Bureau régional pour l'Europe au Programme des Nations Unies pour l'environnement

« Une organisation qui se retrousse les manches et accomplit le travail. »

– Fulgencio Garrido Ruiz, responsable géographique pour le Soudan et le Soudan du Sud à la Direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne

LES PARTENARIATS

Des partenariats forts constituent la base du travail de l'UNOPS et de son [plan stratégique 2014-2017](#). L'UNOPS s'efforce d'encourager la collaboration en faveur du développement durable, avec pour priorité le partage de son expertise en matière d'infrastructures, de gestion de projets et d'achats. Ses partenaires choisissent de travailler avec l'UNOPS afin de compléter ou de renforcer leurs propres capacités, de réduire les risques, de consulter un conseiller impartial et de confiance, ainsi que d'améliorer l'efficacité, la rapidité, la qualité et le rapport coût-efficacité de leurs activités.

En tant qu'organisation à but non lucratif, l'UNOPS accorde une haute importance aux besoins de ses partenaires. En effet, le rôle de fournisseur de services de l'UNOPS signifie que ce sont les besoins et les priorités de ses partenaires qui définissent la portée, la nature et le lieu de mise en œuvre de ses activités. L'UNOPS soutient des opérations dans plus de 80 pays.



LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

La réalisation des Objectifs de développement durable ne sera possible qu'au moyen d'un partenariat mondial regroupant des agences de l'ONU, des gouvernements, des organisations non gouvernementales ainsi que des organismes du secteur privé. Tel qu'énoncé dans son [plan stratégique 2014-2017](#), l'UNOPS est résolu à travailler avec une gamme diversifiée d'acteurs afin d'améliorer l'efficacité, de contribuer à l'innovation et d'encourager la collaboration, tout en facilitant et en soutenant la réalisation des [Objectifs de développement durable](#) du programme de développement pour l'après-2015.

LA GESTION DES PRINCIPAUX PARTENAIRES

La gestion des principaux partenaires de l'UNOPS permet à l'organisation d'élargir et de renforcer ses relations avec ses partenaires les plus importants. Grâce à un processus systématique de gestion et d'analyse de ces relations, l'UNOPS vise à améliorer la qualité et la valeur ajoutée de ses projets communs ainsi qu'à assurer la satisfaction des partenaires, un indicateur important de la réussite de l'organisation. Qu'il s'agisse de renforcer des partenariats existants ou d'instaurer un climat de confiance dans le cadre de nouveaux partenariats, l'UNOPS veille à ce que l'ensemble de ses relations repose sur une compréhension mutuelle et la réalisation d'objectifs de développement communs.

LA PROXIMITÉ AVEC LES PARTENAIRES

Afin de répondre aux besoins de ses partenaires, l'UNOPS a un réseau de responsables de partenariats et de liaison à Bruxelles, Genève, Nairobi, New York et Washington D.C. Ils agissent comme intermédiaires auprès de sièges des partenaires, tels que l'Union européenne, le gouvernement du Japon, le Secrétariat de l'ONU, des agences de l'ONU basées à New York ou Genève, la Banque mondiale et l'Agence des États-Unis pour le développement international.

LA COLLABORATION AVEC LE SECTEUR PRIVÉ

L'évolution de l'aide internationale a été abordée lors de la [Conférence sur le financement du développement](#) en juillet 2015 à Addis-Abeba. L'UNOPS reconnaît que le financement et l'aide au développement sont en transformation, notamment les méthodes de financement inclusives, la gouvernance économique mondiale et le renforcement des capacités. Au vu du climat économique mondial, les partenariats avec le secteur privé possèdent des avantages, notamment :

- de mobiliser des ressources supplémentaires pour contrer la diminution de l'aide publique au développement ;
- d'élargir les services proposés aux partenaires ;
- d'adopter des approches novatrices et d'avoir accès à de nouvelles technologies ;
- d'aider les partenaires à intégrer la durabilité à leurs activités ;
- d'améliorer le rapport coût-efficacité.

Ainsi, la coopération internationale entre secteurs public et privé amène une nouvelle dynamique, tout en restant axée sur le développement.

Photo de gauche : pour le compte du gouvernement du Japon, l'UNOPS a fourni en 2014 quatre nouvelles ambulances paramédicales à la Direction générale de la protection civile de Jordanie afin de servir les habitants des villes de Mafraq, d'Irbid et de Zarqa.

Photo : UNOPS

ÉTUDE DE CAS :

LE SERVICE DE LA LUTTE ANTIMINES DES NATIONS UNIES (SLAM)

Le SLAM collabore avec 14 départements, agences, programmes et fonds de l'ONU afin de faire face de manière efficace, proactive et coordonnée aux problèmes des mines terrestres et des restes explosifs de guerre, y compris les sous-munitions.

En 2014, l'UNOPS a soutenu le travail du SLAM et de ses partenaires dans 17 pays et territoires, en participant à la lutte antimines, à la gestion de l'aide humanitaire, à la neutralisation des explosifs, au renforcement des capacités des acteurs nationaux et des missions des Nations Unies, ainsi qu'à la gestion des armes et des munitions. Outre un soutien technique et opérationnel, l'UNOPS a fourni des services dans les domaines des ressources humaines, des achats, de la gestion de contrats et de subventions, ainsi que des services financiers et juridiques.

Pour une valeur totale d'environ 230 millions de dollars, l'UNOPS a aidé le SLAM, son partenaire principal, à obtenir de nombreux résultats, notamment dans les régions suivantes :

AFGHANISTAN

Les activités du SLAM ont permis de détruire 12 695 mines antipersonnel, 522 mines antichars, 24 dispositifs explosifs improvisés, 180 018 engins non explosés ainsi que 113 121 munitions d'armes légères. Au total, plus de 700 000 citoyens dans tout le pays ont reçu une formation sur les dangers que représentent les mines.

DARFOUR

20 personnes vivant avec un handicap causé par des restes explosifs de guerre ont reçu une formation professionnelle. 190 personnes, dont 25 femmes, ont été formées à la fabrication d'équipements destinés à venir en aide aux personnes handicapées, ce qui a permis la production locale de 500 béquilles et de 100 pièces de fauteuils roulants.

LE SLAM RÉCOMPENSÉ PAR L'ONU POUR UN PROJET EN HAÏTI

Grâce au soutien de l'UNOPS, le SLAM a mis en œuvre un projet de développement d'un outil mobile de destruction d'armes en Haïti, qui a remporté le Prix de l'innovation à l'occasion de la 14^e remise des Prix ONU 21, au siège de l'ONU le 24 octobre 2014. L'année dernière, le Prix de l'innovation constituait l'une des cinq catégories. Le projet d'outil mobile de destruction d'armes faisait partie des quatre finalistes dans cette catégorie, aux côtés d'un autre projet du SLAM visant à optimiser son programme en Afghanistan.

MALI

Un total de 786 villages et zones considérées comme dangereuses ont été examinés, ce qui a donné lieu à la destruction de 347 restes explosifs de guerre et de 57 762 munitions d'armes légères. Un total de 24 263 personnes, dont près de la moitié sont des femmes et des filles, ont reçu une formation aux dangers représentés par les mines.

PALESTINE

Le SLAM met en œuvre des programmes à Gaza et en Cisjordanie. À Gaza, le déminage des écoles a permis à 250 000 élèves de retourner en classe, et en Cisjordanie, une zone de 71 619 mètres carrés a été déminée.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Plus de 100 tonnes de munitions ont été mises en sécurité et sept tonnes de munitions dégradées détruites. 790 des 2684 armes obsolètes entreposées ont été détruites par douze membres de la gendarmerie et de l'armée nationale formés à l'utilisation d'un outil de destruction d'armes.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Un total de 26 805 restes explosifs de guerre et 74 mines terrestres ont été récupérés et détruits. Deux partenaires nationaux de mise en œuvre ont soutenu une initiative de « formation de formateurs », grâce à laquelle 1832 enseignants du primaire ont reçu une formation aux dangers que représentent les mines.

SOMALIE

L'équipe de neutralisation des explosifs de la force de police somalienne a bénéficié d'une formation, d'un encadrement et d'équipements. Grâce à cette formation sur la destruction de dispositifs explosifs improvisés, la force de police est maintenant le premier intervenant lors des demandes de neutralisation d'explosifs à Mogadiscio et à Baidoa.

« **La réduction des risques de catastrophe est une priorité alors que nous tentons de limiter les pertes économiques et humaines croissantes, dont les répercussions peuvent être désastreuses pour la réduction de la pauvreté.** »
– Ban Ki-moon,
Secrétaire général des Nations Unies

« **Notre stratégie vise à garantir que l'UNOPS prend en compte la gestion des risques et l'intègre pleinement à l'ensemble de ses activités dans le monde.** »
– Grete Faremo,
Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive de l'UNOPS

LA RÉDUCTION DES RISQUES ET LA RÉSISTANCE AUX CATASTROPHES

La réduction des risques de catastrophe vise à renforcer la résistance et la résilience aux phénomènes naturels dangereux tels que les tremblements de terre, les inondations, les cyclones ainsi que d'autres chocs et contraintes, en identifiant et en gérant de manière efficace ces dangers.

Pour y parvenir, il convient de créer une culture qui tient compte des risques existants, d'établir des processus d'analyse des risques et de la vulnérabilité, de renforcer les capacités, d'améliorer les technologies et de faciliter l'accès aux informations concernant ces risques.

Conformément à l'appel du Secrétaire général Ban Ki-moon en faveur de l'augmentation des efforts de l'ONU pour le renforcement de la résilience, l'UNOPS a mis en place en 2014 un programme de réduction des risques et de résistance aux catastrophes afin d'aligner ses projets sur ses engagements envers les cadres d'action mondiaux, notamment :

- [le Plan d'action des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe aux fins du renforcement de la résilience](#) ;
- [le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe pour 2015-2030](#) ;
- [les Objectifs de développement durable pour l'après-2015](#) ;
- [le Sommet mondial 2016 sur l'aide humanitaire](#).

La stratégie de l'UNOPS pour la réduction des risques de catastrophe aux fins du renforcement de la résilience a été présentée lors de la troisième [Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe](#), qui s'est tenue en mars 2015 à Sendai, au Japon.

En amont de la conférence, l'UNOPS a été sélectionné pour assurer la présidence du [Programme international de relèvement](#) pour 2015, une décision largement acceptée par les autres agences et considérée comme une avancée positive en faveur des objectifs de relèvement.

Le Cadre de Sendai reconnaît que le renforcement de mécanismes internationaux tels que le Programme international de relèvement constitue un aspect important du partage des connaissances entre les pays et les parties prenantes.

Le Cadre de Sendai définit quatre actions prioritaires :

- comprendre ce que signifie la réduction des risques ;
- renforcer la gouvernance et la gestion des risques ;
- investir dans la réduction des risques de catastrophe aux fins de la résilience ;
- améliorer la préparation aux catastrophes et l'efficacité des activités de relèvement, de réhabilitation et de reconstruction à la suite de catastrophes.

LE SOUTIEN DE L'UNOPS

L'UNOPS s'efforce d'améliorer la résistance des pays et des communautés en prenant en considération ces risques dans le cadre de toutes ses activités. L'UNOPS a un rôle à jouer dans chacun des domaines prioritaires du Cadre de Sendai : mener des évaluations dans le domaine des infrastructures ; identifier et rassembler les informations liées aux risques ; renforcer les capacités locales en fournissant des conseils en matière de planification stratégique afin d'aider ses partenaires à comprendre les interdépendances liées aux infrastructures essentielles ; fournir des recommandations sur les processus et les investissements pour la construction d'infrastructures à la suite de catastrophes ; planifier des investissements dans la construction d'infrastructures ; concevoir des infrastructures en prenant en considération la réduction des risques de catastrophe aux fins du renforcement de la résilience ; concevoir et construire des infrastructures plus résistantes ; et élaborer des stratégies visant à mieux reconstruire les écoles, les hôpitaux et les routes.

En identifiant ou en éliminant les risques, l'UNOPS peut garantir que ses projets contribuent au développement d'infrastructures plus durables. Dans les cas où il n'est pas possible de les éliminer, leur gestion et leur réduction doivent être améliorées.

La réduction des risques de catastrophe aux fins du renforcement de la résilience permet à l'UNOPS d'identifier et de fournir des services qui renforcent les objectifs de durabilité et de résistance des gouvernements hôtes et d'autres parties prenantes.

Il est nécessaire de prendre en considération à la fois la durabilité, c'est-à-dire les impacts du projet sur l'environnement, et la résilience, c'est-à-dire les impacts de l'environnement sur le projet (aussi appelés les « risques extérieurs »). Ces considérations sont essentielles pour assurer la réussite à long terme des projets des partenaires de l'UNOPS ainsi qu'une approche plus durable du programme de développement pour l'après-2015.



LE FONCTIONNEMENT DE L'UNOPS

MANDAT

Le 20 décembre 2010, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution dans laquelle les 192 États Membres ont réaffirmé le mandat de l'UNOPS ainsi que les partenaires avec lesquels l'organisation peut travailler.

L'Assemblée y souligne le rôle central que joue l'UNOPS au sein du système des Nations Unies dans les domaines des achats et de la gestion de contrats ainsi qu'en matière de travaux de génie civil, de développement d'infrastructures physiques et également de renforcement des capacités.

De plus, la résolution reconnaît la valeur ajoutée que l'UNOPS peut apporter en fournissant des services efficaces et économiques à ses partenaires dans les domaines de la gestion de projets, des ressources humaines, de la gestion financière et des services communs ou partagés.

Dans ce contexte, l'UNOPS peut fournir ses services à différents acteurs des domaines du développement, de l'aide humanitaire et de la consolidation de la paix, notamment les Nations Unies, des gouvernements donateurs et bénéficiaires, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales, des institutions financières internationales et régionales, des fondations et des organismes du secteur privé.

Photo de gauche : en 2010, le séisme qui a frappé Haïti a coûté la vie à 217 300 personnes et affecté plus de deux millions d'habitants. À la suite de cette catastrophe, l'UNOPS a soutenu un important projet de reconstruction de la capitale, mené par le gouvernement haïtien et des organisations des Nations Unies. Plus de 33 000 familles haïtiennes dont les quartiers avaient été détruits par le séisme en ont bénéficié.

Photo : UNOPS/Claude-André Nadon



UNOFP



VALEURS : SERVICES À AUTRUI

Les valeurs de l'UNOPS reposent sur la Charte des Nations Unies et sur les mandats législatifs de l'Assemblée générale. Elles constituent la base de la culture de l'organisation et elles sont reflétées dans ses politiques, outils, produits et services. Plus particulièrement, elles soutiennent le ferme engagement de l'UNOPS envers les services à autrui. Les quatre valeurs fondamentales de l'UNOPS sont :

1. Le renforcement des capacités et l'appropriation nationale : l'UNOPS respecte et soutient le processus d'appropriation nationale et contribue au renforcement des capacités nationales. Il s'agit du fondement de la durabilité.

2. La responsabilité en matière de résultats et la transparence : l'UNOPS assume la responsabilité de l'utilisation des ressources qui lui sont confiées et de ses contributions aux résultats durables de ses partenaires. L'organisation aide également ses partenaires à rendre compte de leurs propres résultats. L'UNOPS est convaincu que la transparence est essentielle pour garantir une utilisation responsable et efficace des ressources.

3. Les partenariats et la coordination : l'UNOPS est conscient que des partenariats solides et une coordination efficace entre divers acteurs, dont les Nations Unies, les gouvernements, les organisations non gouvernementales et le secteur privé, sont essentiels à l'efficacité et à l'innovation.

4. L'excellence : l'UNOPS estime que pour apporter une valeur ajoutée et contribuer réellement aux résultats durables de ses partenaires, il est essentiel que ses pratiques et ses propres résultats répondent à des normes d'excellence internationalement reconnues et soient adaptés aux conditions locales. Dans le cadre de ses principaux domaines d'activité, l'organisation cherche à contribuer à l'innovation et à l'adoption de meilleures pratiques en termes de durabilité et de qualité.

Photo de gauche : la communauté locale utilise le premier Centre de communication sur le climat pour partager des connaissances globalement et entre générations sur les questions relatives au climat mondial et à la protection de l'environnement.

Photo : UNOPS/John Girsang

LES DOMAINES D'EXPERTISE DE L'UNOPS

L'UNOPS s'efforce de contribuer aux résultats opérationnels de ses partenaires et à l'atteinte de leurs objectifs de développement dans trois principaux domaines d'expertise.

L'UNOPS adapte son soutien aux besoins de ses partenaires et propose un large éventail de services de conseils, de services de mise en œuvre et de services transactionnels.

L'objectif de l'organisation est de s'assurer que ses activités bénéficient le plus possible aux communautés démunies. Cela signifie de renforcer les capacités, de favoriser la durabilité et d'améliorer l'efficacité à tous les niveaux.

LA GESTION DE PROJETS

L'organisation met à profit son expertise en matière de gestion de projets pour aider des gouvernements et des donateurs à optimiser leur budget, souvent dans des contextes parmi les plus difficiles au monde. L'UNOPS gère un portefeuille de projets annuel d'environ un milliard de dollars.

L'APPROCHE DE L'UNOPS

Les méthodes de gestion de projets de l'UNOPS intègrent des meilleures pratiques internationales, notamment celles de la méthode PRINCE2® et les normes du Project Management Institute (PMI). Ces méthodes sont adaptées au contexte du développement et mettent l'accent sur un contrôle interne rigoureux au moyen d'outils de gestion de projets, d'une administration rigoureuse des parties prenantes, d'une bonne gouvernance, et d'une gestion des effets positifs et négatifs.

- En 2014, plus de 500 membres du personnel de l'UNOPS ont reçu une certification externe en matière de gestion de projets.
- En 2014, 55 pour cent des activités de l'UNOPS étaient associées au domaine de la gestion de projets.
- En 2014, l'UNOPS a supervisé plus de 200 projets pour le compte de ses partenaires.

LES INFRASTRUCTURES

L'UNOPS aide ses partenaires à concevoir, construire, réhabiliter et entretenir des infrastructures comme des routes, des ponts, des écoles ou des hôpitaux, souvent dans des contextes parmi les plus difficiles au monde.

L'APPROCHE DE L'UNOPS

L'UNOPS construit des infrastructures fonctionnelles qui répondent au mieux aux besoins des communautés locales, s'assurant ainsi de la durabilité sociale, économique et environnementale de ses projets. L'UNOPS fournit des services d'infrastructures dans les domaines de la construction, des transports, de l'énergie, de la gestion de l'eau et des déchets, et des technologies de l'information et des communications.

- En 2014, 29 pour cent des activités de l'UNOPS concernaient les infrastructures. La moitié de ces services portait sur des infrastructures de transports, et un tiers sur des bâtiments.
- En 2014, l'UNOPS a travaillé à la conception, à la construction, ou à la réhabilitation de 175 ponts, 4 577 kilomètres de route, deux pistes d'atterrissage, 30 établissements scolaires et 18 hôpitaux et cliniques de santé.

LES ACHATS

L'UNOPS est une ressource centrale pour les Nations Unies et ses partenaires. L'organisation met l'accent sur la livraison de biens et services de manière efficace, transparente, économique et durable. Chaque année, l'UNOPS effectue l'achat de biens et services de grande qualité pour une valeur d'environ 800 millions de dollars pour le compte de ses partenaires.

L'APPROCHE DE L'UNOPS

L'UNOPS s'efforce d'intégrer des considérations sociales, économiques et environnementales dans son processus d'achats. Lorsqu'elle aide ses partenaires à acheter les biens dont ils ont besoin, l'organisation veille à favoriser le progrès social, le développement économique et la protection de l'environnement.

- En 2014, l'UNOPS a acheté des produits (34 pour cent) et des services (66 pour cent) d'une valeur de 669 millions de dollars. Les cinq premiers pays fournisseurs étaient l'Afghanistan, la Somalie, le Soudan du Sud, le Danemark et le Soudan.
- En 2014, l'UNOPS a acheté 49 000 machines et pièces d'équipement, ainsi que plus de 5500 véhicules.
- En 2014, plus de 17,8 millions d'articles médicaux ont été achetés, et près de 3,6 millions de trousse de diagnostic ont été distribuées.
- En 2014, l'UNOPS a acheté environ 44 millions de doses de médicaments pour le compte du gouvernement du Honduras.

L'EXCELLENCE

L'UNOPS estime qu'en améliorant continuellement ses connaissances, ses compétences et ses processus, l'organisation obtient les meilleurs résultats possible sur le terrain.

TIRER LE MAXIMUM DE RESSOURCES LIMITÉES

Les ressources destinées aux projets humanitaires, de consolidation de la paix et de développement sont souvent limitées et doivent donc être utilisées de manière efficace. Pour l'UNOPS, cela signifie de proposer le meilleur rapport qualité-prix et d'être transparent à l'égard des dépenses et des résultats obtenus.

LA TRANSPARENCE

Un engagement explicite et actif envers la transparence permet à l'UNOPS d'établir une relation de confiance avec toutes les parties prenantes de l'organisation, qu'il s'agisse d'États Membres, de partenaires, de bénéficiaires ou du grand public. La transparence est un processus qui nécessite un engagement initial, mais également une attention et des efforts continus.

[Le plan stratégique de l'UNOPS 2014-2017](#) réaffirme l'engagement de l'organisation envers la transparence, l'une des valeurs centrales de l'UNOPS essentielles au renforcement de sa responsabilité et de son efficacité.

L'organisation publie des informations dynamiques et interactives sur les près de 1000 projets qu'elle met en œuvre. Ces informations sont accessibles sur le site Internet data.unops.org, un centre de données ouvertes qui présente les activités de l'UNOPS au moyen de cartes, de données financières et de graphiques. Ce centre de données est mis à jour quotidiennement.

Chaque mois, l'UNOPS et plus de 330 gouvernements, organisations multilatérales, organisations non gouvernementales, organismes des secteurs privé et public, fondations et établissements universitaires publient des données opérationnelles ouvertes selon le format de l'[Initiative internationale pour la transparence de l'aide](#) (IITA), qui vise à faciliter la recherche, la comparaison et l'utilisation de toutes les informations concernant les dépenses consacrées à l'aide au développement.

L'UNOPS fait également partie, avec le [PNUD](#), l'ONG Development Initiatives et les gouvernements du Ghana et de la Suède, du collectif hôte chargé de la gestion du secrétariat de l'IITA. L'organisation fournit des services financiers et logistiques afin de parvenir à la réalisation des objectifs de l'IITA pour le compte des 65 membres.

ADOPTER DES PRATIQUES EXEMPLAIRES

L'UNOPS compare constamment ses résultats à ceux d'organismes extérieurs et s'efforce d'obtenir des certifications pertinentes à ses activités, en plus d'adopter des meilleures pratiques reconnues internationalement. Ainsi, l'organisation s'assure que ses processus améliorent activement l'efficacité des projets de ses partenaires. Plusieurs des processus et services de l'UNOPS ont déjà reçu des certifications d'organismes indépendants, notamment les suivants :



1. La gestion de la qualité : en 2011, l'UNOPS est devenu la première organisation de l'ONU à obtenir la certification ISO 9001 pour ses systèmes de gestion de la qualité.



2. La gestion de projets : l'organisation a obtenu de l'institut APMG, le groupe à l'origine de la méthodologie PRINCE2®, les certifications d'Organisme de conseil accrédité et d'Organisme de formation accrédité, et du PMI les certifications de « Registered Education Provider » et de « Registered Consultant ».



3. Les achats responsables : au début de l'année 2015, l'UNOPS a reçu un certificat de niveau or du Chartered Institute of Purchasing and Supply (CIPS) en matière d'achats responsables.



4. Des travaux de construction respectueux de l'environnement : en 2013, l'UNOPS a obtenu la certification ISO 14001 pour la gestion de projets d'infrastructures en Afghanistan, au Kosovo et en Palestine.



5. La santé et la sécurité : en juillet 2014, la certification OHSAS 18001 a été accordée aux bureaux de l'UNOPS à Pristina, Jérusalem et Copenhague, permettant ainsi à l'UNOPS d'être l'une des premières organisations des Nations Unies à obtenir cette certification.

RENFORCER LES COMPÉTENCES DU PERSONNEL

Chaque année, des centaines de membres du personnel de l'UNOPS participent à des programmes de formation de haut niveau. En 2014, plus de 1400 membres du personnel ont participé à des activités et des programmes de formation. Plus de 500 membres du personnel ont reçu des certifications externes en matière de gestion de projets, 76 ont reçu des formations aux contrats de travaux de l'UNOPS dans le domaine des infrastructures, et près de 200 autres ont reçu des formations externes et internes en matière d'achats.

LES PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Résultats financiers de l'exercice ayant pris fin le 31 décembre 2014, en comparaison à ceux de l'exercice ayant pris fin le 31 décembre 2013 (en milliers de dollars US)

	2014	2013	Différence %
Dépenses d'appui et honoraires	60 736	65 948	-8 %
Recettes des services de conseils et remboursables	5 564	6 252	-11 %
Recettes accessoires	4 004	4 690	-15 %
Recettes d'opérations sans contrepartie	3 816	5 966	-36 %
TOTAL DES RECETTES	74 120	82 856	-11 %
Dépenses de gestion	54 928	57 250	-4 %
Dépenses de service	12 048	12 109	-1 %
Moins : le TOTAL DES DÉPENSES	66 976	69 359	-3 %
Résultat financier	1 858	1 728	8 %
Gain/(perte) de change	921	(503)	283 %
EXCÉDENT NET DES RECETTES SUR LES DÉPENSES	9 923	14 722	-33 %

Situation financière au 31 décembre 2014, en comparaison à celle de l'exercice ayant pris fin le 31 décembre 2013 (en milliers de dollars US)

	2014	2013	Différence %
Actifs à court terme*	664 006	674 935	-2 %
Actifs à long terme**	535 990	387 814	38 %
TOTAL DES ACTIFS	1 199 996	1 062 749	13 %
Passifs à court terme	1 051 145	928 978	13 %
Passifs à long terme	70 332	51 015	38 %
TOTAL DES PASSIFS	1 121 477	979 993	14 %
Écarts actuariels	12 341	26 501	-53 %
Réserves opérationnelles	66 178	56 255	18 %
TOTAL DES RÉSERVES	78 519	82 756	-5 %
TOTAL DES PASSIFS ET DES RÉSERVES	1 199 996	1 062 749	13 %

* À la fin de 2014, les actifs à court terme comprennent les espèces et des placements à court terme d'une valeur de 596 millions de dollars.

** À la fin de 2014, les actifs à long terme comprennent des placements à long terme d'une valeur de 534 millions de dollars.

Siège de l'UNOPS, PO Box 2695, 2100 Copenhague, Danemark
Tél. : +45 45 33 75 00 • Fax : +45 45 33 75 01 • Email : info@unops.org • Site Internet : www.unops.org